

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2025-26,
portant mise en demeure,
de la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE à Ternay**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 réglementant l'activité du site de SONECOVI SUD ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2017 autorisant la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE à se substituer à la société de SONECOVI SUD concernant l'exploitation du site ;

Vu le courrier du 23 février 2023 de l'Inspection des installations classées imposant à la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE la réalisation d'un contrôle inopiné concernant ses rejets aqueux ;

Vu le rapport daté du 28 décembre 2023 réalisé par les laboratoires CERECO pour des analyses datées du 29 et 30 novembre 2023 ;

Vu le courrier du 26 février 2024 de l'Inspection des installations classées imposant à la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE la réalisation d'un contrôle inopiné concernant ses rejets aqueux ;

Vu le rapport daté du 24 octobre 2024 réalisé par les laboratoires CERECO pour des analyses datées du 18 et 19 septembre 2024 ;

Vu le courrier du 30 décembre 2024 adressé à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, faisant suite aux contrôles inopinés réalisés les 29 et 30 novembre 2023 et les 18 et 19 septembre 2024 et l'informant du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur la mise en demeure proposée par l'inspection des installations classées ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 13 janvier 2025 ;

Considérant que les résultats des contrôles inopinés, présentés dans les rapports des 28 décembre 2023 et 24 octobre 2024 susvisés, mettent en évidence des dépassements supérieurs à deux fois la valeur limite d'émission pour plusieurs paramètres des rejets aqueux ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.3.9 de son arrêté préfectoral du 26 mai 2014 ;

Considérant que la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE n'a pas apporté de justification sur l'origine de ces dépassements ;

Considérant que la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE n'a pas défini ni mis en œuvre d'actions correctives visant à retrouver une conformité des émissions aqueuses de son site ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux obligations de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 ;

Considérant que ces manquements récurrents constituent une atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement dans la mesure où de forts dépassements des valeurs limites d'émissions peuvent conduire à des impacts dans les milieux récepteurs sols, sous-sols et eaux ;

Considérant que ces manquements nécessitent de s'assurer de la capacité de l'exploitant à respecter les valeurs limites précitées de manière continue ;

Considérant, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne des dispositions nécessaires afin de se conformer aux dispositions précitées ;

Considérant que face à ces manquements dès lors il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1 :

La société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE, qui exploite le site situé Avenue du Rhône à TERNAY est mise en demeure de se conformer, sous 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014, en transmettant un rapport d'analyse des causes des dépassements constatés dans les rapports des 28 décembre 2023 et 24 octobre 2024 précités.

Article 2 :

La société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE, qui exploite le site situé Avenue du Rhône à TERNAY est mise en demeure de se conformer, sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014, en définissant et en mettant en œuvre un plan d'action, visant à supprimer les dépassements constatés, afin de respecter les seuils réglementaires en vigueur, imposés par l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014.

Article 3 :

La société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE, qui exploite le site situé Avenue du Rhône à TERNAY est mise en demeure, de réaliser et de transmettre, sous 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, à l'Inspection des installations classées, de nouvelles analyses mensuelles des rejets aqueux, permettant de valider l'efficacité du plan d'action mis en place au titre de l'article 2 du présent arrêté.

Article 4 :

Les dispositions de l'article 3 du présent arrêté seront considérées comme respectées lors de la transmission de 3 analyses mensuelles consécutives respectant, les valeurs limites d'émissions imposées par l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2014 susvisé.

Article 5

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 7

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

Article 8

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations par intérim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Ternay.